

Unité bidépartementale Calvados Manche
1 rue recteur Daure
CS 60040
14006 Caen Cedex 1

Caen, le 11/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SAMEOLE BOIS DU GOULET

90 RUE DE RICHELIEU
75002 Paris

Références : 2026-104
Code AIOT : 0005306738

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2026 dans l'établissement SAMEOLE BOIS DU GOULET implanté RTE DEPARTEMENTALE D114 LA BLANCHE LANDE 14260 Les Monts d'Aunay. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection est réalisée à la suite d'un signalement transmis le 26 février 2026 par l'association *La Vie en Pré-Bocage* (LVPB) faisant état d'un dysfonctionnement du balisage lumineux nocturne du parc éolien d'Ondefontaine. L'association indique qu'une des éoliennes présente un flash blanc tandis que les autres sont équipées d'un balisage rouge, et que les dispositifs ne semblent pas synchronisés, en exprimant par ailleurs des inquiétudes quant aux nuisances lumineuses pour les riverains et aux impacts potentiels sur la faune. La visite a consisté à vérifier le fonctionnement du balisage nocturne des quatre éoliennes du parc.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAMEOLE BOIS DU GOULET
- RTE DEPARTEMENTALE D114 LA BLANCHE LANDE 14260 Les Monts d'Aunay
- Code AIOT : 0005306738
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAMEOLE BOIS DU GOULET exploite un parc éolien composé de quatre éoliennes et d'un poste de livraison implantés sur le territoire de la commune des Monts d'Aunay (commune déléguée d'Ondefontaine). Les éoliennes sont de modèle Nordex N100, d'une puissance unitaire de 2,5 MW, soit une puissance totale installée de 10 MW. Elles présentent une hauteur de mât de 78 mètres et atteignent 130 mètres en bout de pale. Le fonctionnement du parc est autorisé par arrêté préfectoral du 3 septembre 2013 et l'installation a été mise en service le 5 mai 2016.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;

- ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Balisage nocturne	Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	21 jours
2	Déclaration d'incident	Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69	Demande d'action corrective	15 jours
3	Bridage en faveur des chiroptères	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a confirmé un dysfonctionnement du balisage nocturne du parc éolien, en cohérence avec le signalement de l'association *La Vie en Pré-Bocage*. Les anomalies constatées appellent une action corrective rapide de la part de l'exploitant afin de rétablir la conformité réglementaire du parc. Par ailleurs, les nouvelles modalités du dispositif de bridage chiroptérologique, consécutives à l'arrêt du système de bridage dynamique antérieur, n'ont pas encore été portées à connaissance alors que la saison de reprise de l'activité chiroptérologique approche.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Balisage nocturne

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/08/2011, article 11
Thème(s) : Risques accidentels, Balisage
Prescription contrôlée :
Le balisage de l'installation est conforme aux dispositions prises en application des articles L.

6351-6 et L. 6352-1 du code des transports et des articles R. 243-1 et R. 244-1 du code de l’aviation civile.

Constats :

La réglementation relative au balisage des obstacles à la navigation aérienne prévoit qu’en période nocturne, chaque éolienne soit équipée d’un balisage lumineux assuré par des feux à éclats rouges, installés au sommet de la nacelle, et que les éclats des feux de toutes les éoliennes d’un même parc soient synchronisés.

L’inspection inopinée réalisée le 2 mars 2026, entre 20h45 et 21h00, depuis le bourg d’Ondefontaine (route du Plessis) puis depuis le chemin d’accès au parc (lieu-dit Le Saussay), a permis d’observer le fonctionnement du balisage nocturne des quatre éoliennes du parc.

Les constats sont synthétisés dans le tableau suivant :

Éolienne	Couleur du balisage	Fréquence observée	Synchronisation	Observations
E1	Aucun balisage visible	Aucun flash	Non applicable	Absence totale de balisage nocturne
E2	Rouge	40 flashes/min	N o n synchronisée	Fonctionnement isolé
E3	Blanc	20 flashes/min	N o n synchronisée	Couleur non conforme à l’homogénéité attendue du parc
E4	Rouge	20 flashes/min	N o n synchronisée	Fonctionnement isolé

Les observations mettent en évidence :

- une défaillance majeure sur l’éolienne E1, dépourvue de tout balisage nocturne ;
- une hétérogénéité des couleurs (rouge / blanc) entre les éoliennes ;
- des fréquences de flash différentes (20 et 40 flashes/min) ;
- une absence de synchronisation entre les éoliennes du parc.

Ces éléments constituent des non-conformités au regard des prescriptions applicables au balisage aéronautique et des obligations de sécurité incombant à l’exploitant.

Par ailleurs, la configuration observée (absence de synchronisation, alternance de couleurs et de

fréquences, présence d'un flash blanc sur l'une des machines) est de nature à favoriser une perception visuelle hétérogène du balisage et peut contribuer à la gêne visuelle évoquée dans le signallement de l'association *La Vie en Pré-Bocage*, notamment depuis les habitations situées à proximité du parc.

Le balisage diurne du parc n'a pas fait l'objet d'une vérification par l'inspection des installations classées lors de la présente inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit remettre en conformité le balisage nocturne du parc éolien dans les plus brefs délais, et au plus tard sous 21 jours. Il fournit, dans le même délai, à l'inspection des installations classées les justificatifs de la remise en service du balisage.

À réception du présent rapport, l'exploitant notifie également la défaillance des feux de balisage en adressant une déclaration de panne de balisage à la Direction de la sécurité de l'aviation civile Ouest afin de permettre la mise à jour, le cas échéant, de l'information aéronautique.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 21 jours

N° 2 : Déclaration d'incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2026, article R. 512-69

Thème(s) : Risques accidentels, Déclaration

Prescription contrôlée :

L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux

installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

Constats :

À la date de l'inspection, aucun signalement relatif au dysfonctionnement du balisage nocturne du parc éolien n'a été transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées, alors même que les constats effectués sur site le 2 mars 2026 révèlent plusieurs anomalies caractérisant un incident au sens de l'article R. 512-69 du code de l'environnement.

L'absence de déclaration par l'exploitant ne permet pas à l'autorité administrative d'être informée en temps utile d'un incident susceptible d'affecter la sécurité aéronautique, ni d'assurer le suivi réglementaire prévu en matière d'accidents et incidents affectant les installations classées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant procède, sous 15 jours, à la télé-déclaration de l'incident de balisage conformément aux dispositions de l'article R. 512-69 du code de l'environnement. Cette déclaration doit être réalisée via la téléprocédure accessible sur le site : <https://entreprendre.service-public.gouv.fr/>

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : Bridage en faveur des chiroptères

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-46-II

Thème(s) : Risques accidentels, Protection enjeux environnementaux, porter-à-connaissance

Prescription contrôlée :

Toute autre modification notable apportée aux activités, installations, ouvrages et travaux autorisés, à leurs modalités d'exploitation ou de mise en œuvre ainsi qu'aux autres équipements, installations et activités mentionnés au dernier alinéa de l'article L. 181-1 inclus dans l'autorisation doit être portée à la connaissance du préfet, avant sa réalisation, par le bénéficiaire de l'autorisation avec tous les éléments d'appréciation.

S'il y a lieu, le préfet, après avoir procédé à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1 que la nature et l'ampleur de la modification rendent nécessaires et, le cas échéant, à une consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ou, lorsqu'il est fait application du III de l'article L. 122-1-1, de l'article L. 123-19, fixe des prescriptions complémentaires ou adapte l'autorisation environnementale dans les formes prévues à l'article R. 181-45.

Constats :

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2013 prévoit, à son article 6, un bridage

L'arrêté préfectoral d'autorisation du 3 septembre 2013 prévoit, à son article 6, un bridage chiroptérologique consistant à arrêter le fonctionnement des éoliennes du 1^{er} juillet au 31 octobre, entre 20h et 8h, lorsque la vitesse du vent est inférieure à 6 m/s à 40 m de hauteur.

En 2016, l'exploitant a transmis un porter-à-connaissance visant à mettre en place une solution alternative à ce bridage. Le dispositif installé reposait sur un pilotage dynamique du fonctionnement des éoliennes, fondé à la fois sur :

- une estimation théorique de l'activité des chiroptères, calculée à partir de paramètres environnementaux (notamment conditions météorologiques) ;
- la détection de l'activité réelle au moyen de capteurs acoustiques installés sur deux éoliennes du parc.

Les données recueillies étaient traitées automatiquement afin de générer des ordres d'arrêt ou de fonctionnement des éoliennes. Ce dispositif était opérationnel depuis le 23 septembre 2017.

Par courriel du 19 décembre 2025, l'exploitant a informé l'inspection des installations classées que le prestataire assurant la maintenance et le fonctionnement de ce système avait cessé son activité fin 2025, rendant le dispositif inopérant. L'exploitant indiquait alors qu'il devrait mettre en place, pour l'année 2026, soit un nouveau système de bridage dynamique, soit un bridage par seuils, et qu'il tiendrait l'administration informée des mesures retenues.

À la date de l'inspection du 2 mars 2026, aucun porter-à-connaissance relatif à la modification du dispositif de bridage n'a été transmis à l'inspection des installations classées, alors même que la cessation du dispositif antérieurement autorisé et la mise en place d'un nouveau mode de bridage constituent une modification notable au sens de l'article R. 181-46 du code de l'environnement. En particulier, l'administration ne dispose d'aucun élément concernant :

- la solution de substitution retenue afin d'assurer la réduction des impacts sur les chiroptères ;
- les modalités techniques et calendaires de sa mise en œuvre ;
- les éléments permettant d'en apprécier l'efficacité attendue.

Il est en outre relevé que la présente inspection intervient à une période précédant la reprise d'activité de certaines espèces de chiroptères, susceptible d'intervenir dès la mi-mars. Dans ce contexte, la transmission d'un porter-à-connaissance apparaît nécessaire afin de permettre à l'autorité administrative d'apprécier les mesures de réduction d'impact sur les chiroptères qui seront effectivement mises en œuvre à partir de 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet, sous un mois, un porter-à-connaissance présentant la solution de bridage retenue pour assurer la protection des chiroptères, ainsi que les éléments techniques permettant d'apprécier son efficacité (principe de fonctionnement, paramètres pris en compte, modalités d'arrêt, période d'application, etc.).

Ce porter-à-connaissance doit être adressé au préfet et à l'inspection des installations classées conformément aux dispositions de l'article R. 181-46 du code de l'environnement.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois